



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

COMITÉ DES FORÊTS

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Rome, 23-27 juin 2014

MÉCANISME DE RESTAURATION DU PAYSAGE FORESTIER

I. CONTEXTE

1. La poursuite de la déforestation et de la dégradation des terres compromet gravement la lutte contre la pauvreté, la faim et l'appauvrissement de la biodiversité dans de nombreuses régions du monde, ainsi que l'atténuation des effets du changement climatique. La dégradation des forêts et des terres a aussi des effets néfastes sur la protection des sols et le cycle de l'eau, ce qui compromet l'agriculture et les écosystèmes productifs et menace les moyens d'existence des populations. Un peu partout dans le monde, les habitants ont cependant commencé à remettre en état leurs forêts et leurs paysages dégradés, ce qui ouvre de nombreuses nouvelles opportunités. Ces opportunités sont immenses: selon le Partenariat mondial sur la restauration des paysages forestiers, il existe dans le monde plus de 2 milliards d'hectares de paysages déboisés et dégradés qui pourraient être remis en état, ce qui contribuerait à réduire la pauvreté, à améliorer la sécurité alimentaire, à atténuer les effets du changement climatique, à conserver la biodiversité, à améliorer la protection des sols et de l'eau, et pourrait accroître le couvert forestier, de 31 pour cent à 47 pour cent.

2. La prise de conscience de l'importance de la restauration des paysages forestiers s'est accrue grâce à plusieurs processus internationaux. Une conférence ministérielle tenue à Bonn (Allemagne) en septembre 2011 a débouché sur le Défi de Bonn qui a fixé comme objectif de restaurer au moins 150 millions d'hectares de terres dégradées d'ici à 2020. En outre, les Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) ont adopté en 2010 les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité – L'objectif 15 appelle les pays à remettre en état au moins 15 pour cent de leurs écosystèmes dégradés d'ici à 2020. À la vingt et unième session du Comité des forêts, en septembre 2012, les États Membres ont recommandé à la FAO de déterminer son rôle dans le «Défi de Bonn» et de renforcer ses capacités en matière de planification de l'occupation des sols dans les zones rurales dans une perspective interdisciplinaire, grâce à la fois à ses activités normatives et à l'appui fourni aux pays dans le cadre de projets. Ils ont également recommandé à la FAO de chercher des appuis pour son programme de terrain de façon à intensifier son soutien aux États Membres en matière de renforcement des capacités de planification intersectorielle, de développement institutionnel et d'application d'approches intégrées; et de poursuivre ses efforts en ce qui concerne le Partenariat mondial sur la restauration des paysages forestiers.

3. En réponse à ces défis et à ces recommandations, la FAO a proposé de mettre en place le Mécanisme de restauration du paysage forestier (le Mécanisme) qui aidera les pays à remplir leurs engagements au titre du Défi de Bonn et des Objectifs d'Aichi, en catalysant les travaux de

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

l'Organisation, en collaboration étroite avec les principaux partenaires, dans le contexte du Partenariat mondial sur la restauration des paysages forestiers.

II. RÔLE DU MÉCANISME DE RESTAURATION DU PAYSAGE FORESTIER - SOUTENIR L'ACTION SUR LE TERRAIN

4. Le Mécanisme appuiera la mise en œuvre d'actions visant à restaurer le paysage forestier, au niveau national, ainsi que le suivi de ces actions et l'établissement de rapports à ce sujet. Ce mécanisme d'envergure mondiale aura une phase initiale qui durera sept ans - de 2014 à 2020 - et qui sera principalement menée au niveau des pays pour:

- Faciliter un processus rassemblant de multiples parties prenantes dans quelques pays, en mobilisant des acteurs clé du gouvernement, de la société civile, du secteur privé et de la communauté internationale, pour définir les besoins et les opportunités en matière de restauration du paysage forestier, et effectuer une cartographie institutionnelle des principaux acteurs concernés. Le processus devrait déboucher sur un plan national de restauration du paysage forestier précisant les zones ciblées; les rôles et les responsabilités potentiels de tous les acteurs; les besoins en matière de renforcement des capacités; les ressources financières et l'appui technique requis, et donnant des indications sur les modalités à adopter pour mobiliser cet appui. Tout sera fait pour intégrer les efforts de restauration du paysage forestier en cours et prévus dans divers secteurs (foresterie, agriculture, environnement, etc.) et dans le contexte de différents processus [Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, CDB, et Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)], de façon à éviter les chevauchements et les doubles emplois.
- Mettre au point, rassembler et diffuser des outils et des pratiques optimales pour la restauration des paysages forestiers, en tenant compte des efforts en cours dans des domaines connexes (ex: planification de l'utilisation des terres, participation, ressources génétiques, biodiversité, protection contre les ravageurs et les maladies, gestion des feux de forêt, conservation des ressources en sols et en eau, valorisation du paysage, etc.).
- Soutenir la mise en place de projets pilotes et jouer un rôle de médiateur pour promouvoir de nouveaux projets et programmes de grande envergure auprès de donateurs nationaux, bilatéraux et multilatéraux et du secteur privé.
- Promouvoir un contrôle adéquat de la qualité des initiatives bien établies de restauration du paysage forestier pour garantir le respect des directives, règles et normes convenues.

5. Le Mécanisme fournira aussi un appui au niveau mondial pour:

- Élaborer des directives et des normes relatives à la définition des données de références, ainsi qu'au suivi, à la mesure, à l'établissement de rapports et à la vérification des initiatives de restauration réussies, en pleine collaboration avec le Partenariat mondial sur la restauration des paysages forestiers et les pays intéressés, pour faciliter l'établissement des rapports exigés aux niveaux national et international.
- Assurer une fonction de renseignement financier, en identifiant et en mettant à la disposition des pays et des organismes d'exécution des informations sur les sources de financement de la restauration du paysage forestier et en informant les institutions financières et donatrices sur les besoins et les opportunités de financement dans ce domaine. Le Mécanisme devra aussi faire en sorte que la restauration du paysage forestier soit davantage prise en compte dans les allocations budgétaires des principales institutions financières internationales, grâce à un partenariat et à une collaboration plus étroites; cette fonction sera cruciale.
- Favoriser une intégration accrue des actions visant à restaurer le paysage forestier dans les engagements et les processus mondiaux et régionaux, et une amélioration de la qualité des rapports établis à ce sujet; ces processus et engagements sont liés en particulier à – i) la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, ii) la CDB, en particulier en ce qui concerne les Objectifs d'Aichi 5, 11 et 15, iii) la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en aidant les pays à renforcer les stocks de carbone forestier dans le cadre de l'Initiative REDD plus; iv) l'Initiative de la Grande muraille verte pour le

Sahara et le Sahel, v) l'Asian Forest Cooperation Organization, vi) l'Organisation du Traité de coopération amazonienne, vii) la Commission des forêts d'Afrique centrale, viii) la Commission centraméricaine de l'environnement et du développement et ix) l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

- Aider à créer et à soutenir des partenariats opérationnels sur la restauration du paysage forestier, en cherchant à renforcer la collaboration intersectorielle.

6. Le Mécanisme travaillera en concertation et en complémentarité étroites avec d'autres arrangements et programmes mis en place à l'appui d'objectifs connexes, tels que le Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (ONU-REDD), le Mécanisme Forêts & Paysans, le secrétariat du Partenariat de la montagne, les Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial (SIPAM) le programme d'évaluation de la dégradation des terres dans les zones arides, l'Étude mondiale des approches et des technologies de conservation, etc.

7. Les activités du Mécanisme sont déjà intégrées dans le nouveau Cadre stratégique, en particulier dans les objectifs stratégiques «Intensifier et améliorer de manière durable l'apport de biens et de services issus de l'agriculture, de la foresterie et des pêches» (OS2), «Réduire la pauvreté rurale» (OS3), «Veiller à la mise en place de systèmes agricoles et alimentaires plus ouverts et plus efficaces aux niveaux local, national et international» (OS4), et «Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise». (OS5). Au titre de l'Objectif stratégique 2, les activités du Mécanisme seront liées en particulier au Produit 20103, «Les organisations et institutions disposent de capacités renforcées pour appuyer l'innovation et le passage à des systèmes de production plus durables». Elles contribueront à l'exécution du principal domaine d'activité sur les services écosystémiques et la biodiversité, ainsi qu'à l'Initiative régionale sur la raréfaction de l'eau, dans la région du Proche Orient et de l'Afrique du Nord.

III. FINANCEMENT/APPUI

8. Le Mécanisme sera financé par des ressources extrabudgétaires et/ou soutenu par du personnel d'encadrement détaché par des institutions donatrices ou des partenaires externes, notamment la République de Corée, en s'appuyant sur la coopération actuelle avec le Département des forêts de la FAO. Il sera mis en place en tant que programme-cadre, au sein duquel diverses initiatives bilatérales, multilatérales ou d'un autre type trouveront leur place, principalement pour soutenir des actions au niveau national.

9. La relation du Mécanisme avec les membres du Partenariat mondial sur la restauration des paysages forestiers, y compris le Réseau international de forêts modèles, l'Union Internationale pour la conservation de la nature, Tropenbos International, l'Institut des ressources mondiales, la Banque mondiale, etc. sera définie en détail par le Comité directeur du Partenariat, afin que le Mécanisme soutienne sans réserve et catalyse tous les efforts visant à relever le Défi de Bonn.

IV. POINTS À EXAMINER

Le Comité pourrait souhaiter inviter les pays à:

- prendre en compte la valeur ajoutée par le fait d'aborder la gestion de l'agriculture, des forêts, des pêches et de l'élevage en adoptant une approche paysagère plus intégrée et en renforçant la coopération intersectorielle entre différents organismes de gestion des terres;
- soutenir les actions menées en vue de la réalisation du «Défi de Bonn», qui vise la restauration d'au moins 150 millions d'hectares de forêts dégradées d'ici à 2020, ainsi que les objectifs d'Aichi pour la biodiversité, liés à la restauration des écosystèmes.
- envisager la mobilisation de financements plus importants et novateurs pour la restauration des terres dégradées, notamment grâce aux fonds qui leur seront alloués au titre du Système transparent d'allocation des ressources (STAR) du FEM-6 pour les activités liées à la dégradation des terres, à la biodiversité et au changement climatique.

- fournir des contributions financières et/ou en nature à l'appui du programme-cadre du Mécanisme.

Le Comité souhaitera peut-être recommander à la FAO de:

- soutenir les efforts déployés par les pays pour planifier et mettre en œuvre des activités de restauration des forêts et des autres terres dégradées, en particulier à travers des activités du Mécanisme;
- chercher à intensifier la coopération avec les partenaires pour favoriser la restauration et la réhabilitation des terres dégradées, en particulier en participant directement à des initiatives et à des partenariats mondiaux, y compris au Partenariat mondial sur la restauration des paysages forestiers, au Réseau international de forêts modèles, et à L'initiative « Des paysages pour les gens, l'alimentation et la nature », ainsi qu'avec les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts;
- entreprendre des activités plus transversales et interdépartementales, en particulier dans le cadre des domaines d'action principaux et/ou d'Initiatives régionales définies dans le nouveau Cadre stratégique, à l'appui des approches paysagères pour mieux assurer la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, ainsi que pour la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles;
- rechercher la participation active de partenaires fournisseurs de ressources multilatéraux, bilatéraux et du secteur privé; y compris du FEM, ainsi que de banques de développement multilatérales et régionales pour permettre à l'Organisation d'accroître son soutien aux États Membres en matière de renforcement des capacités de planification intersectorielle, de développement institutionnel et d'application d'approches paysagères sur le terrain;
- veiller à ce que le Mécanisme soit pleinement opérationnel dans un délai de 12 mois après sa création.